



Communiqué de presse

Budget 2017

Surenchères sécuritaires...

Montreuil, le 13 octobre 2016

Après la présentation par Jean-Jacques Urvoas, le 29 septembre dernier du **budget de la Justice** (cf [communiqué](#)), en ce qui concerne sa déclinaison pour **l'administration pénitentiaire**, il faudra attendre **le 18 octobre prochain**, pour que l'administration fournisse aux organisations syndicales des précisions. Le budget de la pénitentiaire fera l'objet d'un examen par la **commission des lois de l'assemblée nationale le 27 octobre 2016**. La CGT insertion probation a participé à une **table ronde** organisée par le rapporteur de la commission des lois le 10 octobre et y a défendu ses fondamentaux en termes d'orientations budgétaires : **non aux politiques d'austérité, non à l'extension du parc carcéral et la nécessité d'avoir une politique ambitieuse en termes de réinsertion.**

Le moins qu'on puisse dire c'est que cette rencontre, organisée par Guillaume LARRIVE, député des Républicains s'est déroulée sous le signe des surenchères sécuritaires politiciennes : obsession sur la sécurisation des établissements pénitentiaires et sur la lutte contre la radicalisation, comme si la pénitentiaire n'existait pas en dehors de ce prisme ! Aujourd'hui, est d'ailleurs débattue dans l'hémicycle une proposition de loi déposée par des députés Républicains (« *rétenion des individus repérés comme dangereux* », restrictions aux « *droits des personnes détenues* », « *légitime défense des policiers* ») qui en est une illustration affligeante ! Guillaume LARRIVE n'avait pour seul objectif que de s'appuyer sur cette table ronde pour défendre des propositions budgétaires ultra sécuritaires. Pour les SPIP, sa vision est pathétique : mettre des camera de vidéo surveillance partout et faire de nous des « super évaluateurs de dangerosité ». A la CGT, nous pensons qu'au contraire **trop de surveillance technologique au détriment de l'accueil humain peut générer des tensions et de la violence**. A la CGT, nous pensons qu'au contraire, **notre rôle d'accompagnement socio-éducatif doit être réaffirmé et non détourné à des fins de prédiction, d'étiquetage des publics ou encore de renseignement policier.**

Autant dire que la faiblesse des budgets pour les placements extérieurs (seulement 9,5 Millions d'euros quand le budget du Placement sous surveillance électronique continue d'exploser), des crédits de réinsertion, du budget de fonctionnement des SPIP qui ne représente qu'une portion congrue du budget de l'AP (qui est asphyxiée par le gouffre des partenariats publics-privés), les manques d'effectifs au sein des SPIP sont des sujets qui n'ont pas retenu son attention ! Le ton était d'ailleurs rapidement donné « *Vous dites ce que vous voulez, j'écris ce que je veux* » : autant dire que ce ne sont pas les propos de la CGT qui seront repris dans son rapport. **La CGT insertion probation continuera de porter une autre vision humaniste et progressiste pour une autre politique pénale faisant de la prison l'exception et pour une politique budgétaire rompant avec l'austérité et réduisant les inégalités sociales.**

CGT Insertion Probation UGFF-CGT 263, rue de Paris – case 542 – 93514 Montreuil Cedex

Téléphones 01.55.82.89.69 ou .89.71 – Courrier électronique : spip.cgt@gmail.com;

<http://www.cgtspip.org/>